

SYMPOSIUM INTERNATIONAL FRANCOPHONE DE RECHERCHE SUR LE PLEIN AIR : RÉTROSPECTIVE ET PROSPECTIVE

1/ Introduction

Comment, d'un point de vue de chercheur, analyser la place et l'évolution des pratiques en milieu naturel dans nos sociétés ? Comment appréhender ce champ de recherche indéniablement pluridisciplinaire et de surcroît récent ? Comment le faire en considérant les spécificités territoriales ou culturelles tout autant que les convergences conceptuelles et référents communs à la francophonie ? Comment fédérer les expertises pour l'avancée de la science et de la connaissance ? Comment au final, mobiliser ces connaissances et transmettre aux praticiens les avancées théoriques et conceptuelles au bénéfice de nos sociétés ?

Telles sont les questions sur lesquelles les participants au 1er Symposium international francophone de recherche sur le plein air (SIFRPA) se sont penchés. L'événement, tenu du 23 au 25 octobre 2019 à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), a regroupé une cinquantaine de chercheurs provenant de six pays (Canada, France, Belgique, Suisse, Brésil et Chili) et a permis la prestation de 45 communications autour de la thématique des Pratiques de plein air et de pleine nature dans la francosphère.

Dans un contexte mondial où chacun s'interroge sur l'avenir de la planète et sur les réponses qui doivent être apportées afin de faire face aux enjeux qui menacent entre autres le patrimoine naturel, dans un contexte francophone où diverses orientations culturelles et professionnelles sont observables dans la fonction et la place que les activités de plein air occupent dans les lieux et institutions de pratique, il existait un réel besoin d'analyse collective, de réflexion partagée, de mise en perspective géographique, historique, juridique, kinésiologique, sportive, sociologique, éducative et psychologique sur le thème du plein air.

**Equipe franco-québécoise,
organisatrice du
symposium**

2/ Les constats communs

C'est en constatant l'acuité et l'urgence de ces besoins que les participants du SIFRPA ont échangé. Avec l'observation initiale de l'existence de référents communs : un rapport ontologique des humains à la nature, partagé notamment au sein de la francophonie, la nature comme construit social, une crise identitaire actuelle dans le lien à l'environnement, mais aussi une « espérance récréative », pour reprendre les mots de Jean Corneloup.

En permettant la mise en perspective des recherches en cours au sein du regroupement de chercheur.es, le symposium a également permis de souligner l'existence d'objets de recherche partagés portant sur les axes suivants :

- Définir les pratiques, leur origine, leur logique, leur valeur, leur portée et leur développement
- Repenser les lieux de pratique et leur gestion, en faire la promotion ainsi qu'en faciliter l'accès
- Réfléchir l'encadrement des pratiques, la professionnalisation des intervenants
- Introduire les nouvelles technologies et les nouveaux médias dans le monde du plein air : comment gérer leur implantation ainsi qu'en faire une utilisation avertie
- Éduquer à la nature et à l'environnement comme des biens communs
- Favoriser l'inclusion sociale, l'éducation, la santé et le bien-être par le plein air

3/ Les chantiers scientifiques de la francophonie

Des échanges qui ont succédé aux présentations thématiques portant sur les axes tout juste énoncés, quatre grandes questions ont finalement émergé concernant le rôle des pratiques de plein air et de pleine nature comme contributrices, ou forces d'accompagnement, à la transition sociétale.

La première porte précisément sur le changement sociétal ou la transition récréative et écologique. De quelle transition parlons-nous ? D'où part-elle et vers quoi nous oriente-t-elle ? À quelle société « nouvelle » faisons-nous référence lorsqu'on envisage que le plein

air, ou plus globalement la relation à la nature, aurait un rôle central à y jouer ? Ici, ont pu être constatées des réponses différentes selon certains pays de la francophonie, selon les trajectoires historiques portant sur la place des territoires, par exemple, ou encore la dimension culturelle du lien à la nature. Les pays de la francophonie ne sont pas au même stade de développement dans ce lien à la nature, où ses ressources sont encore largement exploitées industriellement au Québec alors qu'elles sont davantage devenues des aménités ou objets de loisir en France, par exemple.

Un autre point de différence concerne les logiques de l'interventionnisme étatique, qui jouent également sur les contours à dessiner de cette transition écologique. Est-ce à l'État de prendre en charge la destinée commune, de la façonner et de l'incarner, dans une logique top *down* voire jacobine ? Ou bien à l'individu, d'opérer à son échelle un changement, une prise en compte de cette nature, pour créer ensuite un élan et une unité nationale, dans une logique davantage bottom up qui historiquement sied plus au Québec ? Ici, les approches nationales semblent limiter une lecture unique.

Deuxième questionnement conclusif concernant cette transition sociétale : une transition, avec quels objectifs ? Celui d'habiter différemment le territoire, d'en faire un « naturel social », comme un construit social réinventé au centre duquel trônerait le lien à la nature ? Dit autrement, une transition écologique au sens où « éco » est le lieu de vie, et où la transition impose de transformer notre manière d'habiter et de transformer le territoire. Se questionner sur le rôle des activités de plein air mènerait ici à aborder les questions de développement régional, de gouvernance locale, de planification territoriale. Une autre lecture des objectifs de la transition sociétale est que celle-ci viserait davantage à concerner l'individu : la transition récréative pour mieux accompagner l'humain. Sans être exclusives l'une de l'autre, ces deux orientations renvoient cependant à deux lectures sociologiques différentes, selon la place que le collectif ou l'individuel prennent dans l'édification des sociétés. À ce titre, on a pu constater que si les chercheurs français penchent naturellement vers une approche territoriale et collective du développement sociétal, les collègues québécois ont davantage le réflexe de centrer les

recherches sur le développement individuel comme prérequis à une transition sociétale.

Troisième questionnement : selon quels paradigmes scientifiques, ou référents conceptuels, les chercheurs doivent-ils aborder les questions portant sur la transition sociétale et le lien à la nature ? Là encore, les logiques d'analyse qui ont porté les diverses interventions ont illustré des différences. Sans vouloir caricaturer ni hiérarchiser, des réflexes d'analyse traditionnels empruntant au droit, à la géographie physique ou à la sociologie historique se sont souvent manifestés chez les chercheurs français, les Québécois sollicitant davantage des référents scientifiques relevant de l'éducation, de l'anthropologie, du travail social, voire de l'intervention plein air, discipline n'ayant pas de vis-à-vis de l'autre côté de l'Atlantique. On a ainsi pu constater cela dans les ateliers portant sur les fondements, philosophies et épistémologies reliés spécifiquement au « plein air » versus ceux portant sur les pratiques sportives de pleine nature. De la même manière, les thèmes portant sur la gestion, le marketing et la consommation des activités ont fait la part belle aux travaux des chercheurs français. Alors que ceux concernant la professionnalisation des intervenants et l'encadrement des pratiques, mais également la santé et les interventions psychosociales en contexte de nature et d'aventure, ont permis d'illustrer l'approche terrain des chercheurs-praticiens québécois.

Quatrième et dernier grand questionnement : comment médier cette transition ? En s'inscrivant dans quelles mouvances, à l'aide de quels outils opérationnels ? Par l'éducation ? Mais alors quelle éducation ? Éducation relative à l'environnement ? La littératie écologique ? À l'équité sociale ? Un référent commun a ici été de souligner l'importance de la formation des intervenants, soit les personnes qui accompagnent et interagissent avec des individus ou des groupes en utilisant la nature comme médium. Mais au-delà de ce point d'accord, est apparu le constat que le statut, le rôle et la fonction des intervenants par la nature et l'aventure diffèrent largement dans la francophonie. La recherche d'une reconnaissance professionnelle apparaissant tout de même partagée. Faut-il également activer la transition récréative et écologique par une meilleure gouvernance, un accompagnement plus efficace des parties prenantes, ou encore un enga-

gement citoyen de chaque instant ? La responsabilité est-elle collective ou individuelle ? Ou les deux ? Enfin, faut-il chercher à nourrir cette transition récréative et écologique par la science ? Tous semblaient ici le penser. Développer l'expertise, diffuser les analyses et incarner les résultats, partager le savoir et co-construire la connaissance de manière extra-territoriale. Tel a été, au final, le constat le plus significatif, pensons-nous, de ces premiers échanges fructueux. S'ils ont contribué à acter certaines divergences d'approche et à confirmer l'existence d'un déterminisme culturel ou d'un marquage socio-historique, les échanges ont surtout permis de souligner l'envie des chercheurs de travailler ensemble sur un thème de recherche nouveau, pluridisciplinaire, multiscalaire, mais essentiel pour la construction d'un vivre ensemble avec, par et pour la nature.

4/ Contribution québécoise : éclairage sur les démarches académiques et praxéologiques actuelles

En superposition avec ces questionnements actuels communs à la francophonie, l'organisation au Québec de la première édition du Symposium international francophone de recherche sur le plein air a été l'occasion de partager les spécificités de la province en matière de pratiques et de recherche. Parce qu'en effet le plein air comme objet de recherche et d'enseignement et également comme pratique professionnelle y est abordé de manière particulière. Le symposium avait entre autres pour objectif de présenter ces particularismes afin qu'ils puissent éventuellement être mis à profit pour contribuer aux chantiers scientifiques communs à la francophonie.

Cette intention s'est concrétisée par le numéro spécial de la revue *Nature & Récréation* qui présente et illustre à la fois le cadre académique dans lequel les recherches sur le plein air prennent place, mais également une exemplification de modalités opérationnelles d'intervention dans un contexte de nature et d'aventure. Le texte de Christian Mercure introduit le dossier par une réflexion et une analyse de la notion de plein air. Il illustre les transformations historiques de ce terme et de sa place dans les activités de plein air, tout en notant les spécificités et les différences entre les pays francophones. Dans le texte suivant, écrit par Manu Tranquard, on peut noter la place



singulière occupée par la wilderness et la nordicité chez les québécois dans leur relation aux pratiques d'intervention en nature. D'où la place considérable occupée par la naturalité, cette nature sauvage, avec laquelle ils ont à composer continuellement. Ce deuxième texte permet d'affiner les composants socio-culturels du plein air. Ceux-ci relèvent d'une combinaison de références symboliques pour qualifier ce que l'auteur qualifie sous le vocable de « Homo Naturalis Quebecensis ». Les deux textes suivants (Gadais et al / Mercure et al) abordent le sujet des formations universitaires aux métiers du plein air en particulier à Chicoutimi et à Montréal. Ils ouvrent des perspectives comparatives intéressantes pour observer les différences avec les formations universitaires en France. A titre d'illustration, on peut noter la place des références américaines qui alimentent largement leur conception de l'enseignement. Les programmes de formation sont fortement orientés vers les contenus pédagogiques d'intervention auprès des élèves, marquant les différences avec la France, plus centrée sur l'entrepreneuriat, le management et le marketing des services en tourisme sportif de nature.

Cette focalisation sur les relations à la nature, entre élèves et à la personne en contexte d'action permet de centrer l'intervention sur cet univers éducatif. Bien des analyses sur cette micro-écologie relationnelle permettent de ne pas passer sous silence les multiples manières d'envisager ces interactions sociales, écologiques et culturelles en fonction des finalités pédagogiques recherchées et des personnes présentes. D'où, tout l'intérêt du dernier texte, écrit à plusieurs mains (Bergeron et al) qui porte sur la mise en place d'une recherche-action dans un cadre scolaire. En étudiant les comportements des personnes (élèves, enseignants, intervenants) en situation, l'étude de ces interactions contextuelles permet de rendre compte de la façon dont les situations ne sont pas vécues et appréciées de la même façon en fonction des scènes de pratique présentes, des niveaux d'expertise et des attentes recherchées. Dans le cadre d'un « *projet québécois d'intervention psychosociale par la nature et l'aventure (IPNA) destinées à des adolescents présentant des difficultés importantes sur le plan de la régulation émotionnelle et comportementale* », l'approche du plein air nécessite des modalités d'intervention très spécifiques et adaptées au public concerné... Pour revenir sur le texte de Gadais et al, les recherches

québécoises nous invitent à considérer qu'il n'existe pas qu'une approche du plein air mais de multiples approches de celui-ci dans les pratiques d'intervention. Ces contributions scientifiques québécoises permettent sans nul doute d'enrichir la recherche franco-québécoise par les apports proposés. En France, nous avons trop souvent tendance à sous-estimer l'étude et la place des micro-écologies relationnelles dans les métiers d'intervention « plein air ». D'où tout l'intérêt à renforcer les échanges et les partenariats avec nos collègues québécois pour mieux définir les pratiques d'intervention : en plein air, par le plein air, de plein air et pour le plein air.

